

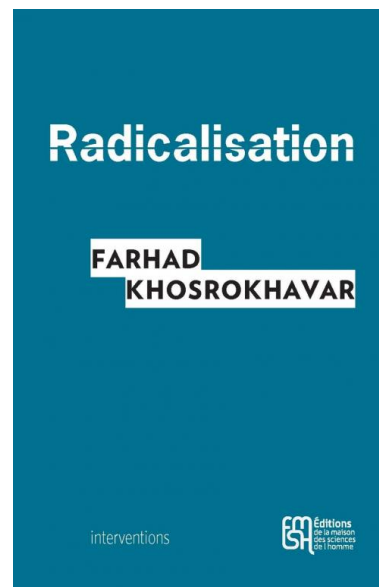
Khosrokhavar: « La radicalisation islamiste se fait en catimini »

PAR JOSEPH CONFAVREUX
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 9 JANVIER 2015

Le sociologue Fhrad Khosrokhavar étudie depuis des années les processus de radicalisation islamiste, notamment en prison. Il a rendu l'an dernier un rapport au ministère de la justice sur ce sujet. Pour Mediapart, il décrypte le parcours des suspects de l'attentat contre *Charlie Hebdo*.

Fhrad Khosrokhavar, sociologue à l'EHESS, vient de publier un livre intitulé *Radicalisation*, publié aux éditions de la Maison des sciences de l'homme. Qui se radicalise ? Comment ? Pour quelles raisons ? Ce spécialiste de l'islam, qui a mené plusieurs longues enquêtes en prison, revient sur le parcours des suspects de l'attentat contre *Charlie Hebdo* et les nouveaux chemins empruntés par le djihadisme.

Peut-on définir quels rôles respectifs jouent l'idéologie, le contexte politique, la situation sociale, la religion elle-même, dans la radicalisation islamiste ?



C'est délicat car différents facteurs peuvent jouer. J'ai étudié le phénomène de radicalisation à partir de plusieurs enquêtes dans le monde arabe, en Europe, en France et notamment en prison, qui est un des lieux fondamentaux pour la radicalisation de l'islam.

De ce que je constate, jusqu'aux années 2012-2013, il existait une certaine homogénéité du profil des gens qui y adhéraient. En Europe, les statistiques sont assez fiables pour montrer que ce profil était très majoritairement constitué par des jeunes en déshérence, avec des formes de rupture familiale, vivant le plus souvent en marge de la société, et passés par la délinquance juvénile.

Depuis deux ans est apparu un nouveau modèle de radicalisation de jeunes issus de la classe moyenne, venant de familles intégrées, sans griefs préalables contre la société, parmi lesquels on trouve de nombreux convertis, qui étaient auparavant soit athées, soit chrétiens, soit même, comme j'ai pu le constater dans quelques cas, juifs.

La palette radicale s'est donc diversifiée avec la guerre en Syrie, mais l'attentat contre *Charlie Hebdo* procède vraisemblablement du modèle classique de

jeunes délinquants d'origine nord-africaine, dont l'un au moins est, semble-t-il, passé par la case prison. Le modèle classique garde donc toute sa dangerosité.



Ces radicaux correspondent à ce que je désigne comme le profil du « héros négatif », du jeune de cité qui a trempé dans la délinquance et la déviance et qui trouve dans le djihadisme une façon de se définir positivement alors qu'il se situe dans l'exclusion économique et sociale.

En manque cruel de dignité, de travail, de famille souvent, et de possibilité d'identification à une société, ces radicaux procèdent à une inversion des valeurs et des principes légitimes d'une société.

Plus ils sont décriés par la société qu'ils rejettent, plus ils se sentent sacralisés. Ils cherchent alors une forme de reconnaissance par la peur et la couverture médiatique. Merah portait d'ailleurs une caméra *go-pro* pour filmer ses meurtres... Le djihadisme leur permet une reconnaissance mondiale alors qu'ils n'ont jamais vécu qu'à la marge de la société (lire également ce portrait **Du rap londonien à l'Etat islamique, itinéraire d'un djihadiste**).

Quelles ressemblances et différences repérez-vous dans les parcours de Mohamed Merah, de Mehdi Nemmouche et des frères Kouachi ?

Les ressemblances priment sur les dissemblances, avec le passage par la délinquance et la prison : un parcours parfois couronné par le voyage au Moyen-Orient. Les origines sociales sont proches, les lieux de vie dans les cités sont comparables et le passage à l'islam radical se fait sous une forme qui n'est pas issue d'une tradition familiale, mais plutôt par des groupes de copains ou sous l'influence de prédicateurs comme Farid Benyettou, que Chérif Kouachi avait fréquenté dans le cadre des filières djihadistes du XIX^e arrondissement.

Un passage par la Syrie ou l'Irak aujourd'hui, ou par l'Afghanistan ou le Pakistan hier, est-il un passage obligé de la radicalisation djihadiste ?

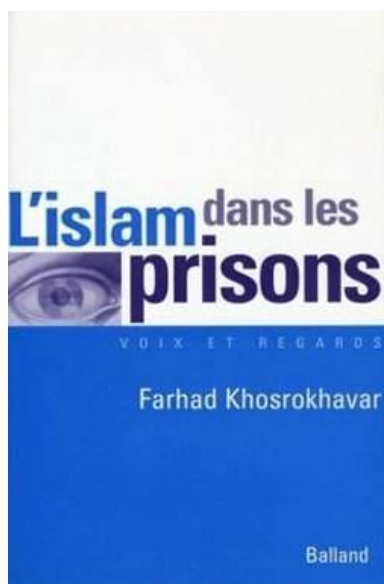
Il n'existe pas de passage obligé dans les processus de radicalisation. Mais c'est un facteur important qui permet à la fois de nouer des liens, de prendre conscience de sa mission et d'acquérir une plus grande confiance en soi dans l'accomplissement de cette mission. Apprendre à manier les armes facilite aussi le passage à l'action, mais même sans cet apprentissage, le départ à l'étranger est très important pour catalyser le passage à l'acte, car il renforce la conviction d'être en lutte contre un ennemi anti-islam global.

Lorsqu'il est condamné en 2008 pour avoir participé à une filière d'envoi de combattants en Irak, Chérif Kouachi se décrit, et est décrit, comme un petit amateur soulagé d'avoir été interpellé avant son départ en Irak. En 2015, il paraît surentraîné et habile à manier des armes de guerre. Cet entraînement a-t-il pu avoir lieu en France ?

L'attentat contre *Charlie Hebdo* montre effectivement une forme de professionnalisation guerrière, dans la manière de manier la kalachnikov, comme dans le fait de connaître le jour et l'heure de la conférence de rédaction du journal. Mais le maniement d'une kalachnikov ou de fusils à pompe, c'est-à-dire d'armes qui circulent assez facilement, surtout depuis l'explosion de l'URSS, peut tout à fait s'apprendre au fond d'un bois ou dans un terrain vague en France. En Syrie, on apprend cela, mais aussi à fabriquer des bombes...

La prison, comme celle par laquelle est passé Chérif Kouachi, constitue-t-elle le principal espace de radicalisation islamiste ?

La prison est un facteur de radicalisation, mais cela ne se passe pas de la même manière qu'il y a dix ans. C'est moins aujourd'hui un lieu d'endoctrinement qu'un espace où l'on cultive sa haine de la société, en particulier dans les maisons d'arrêt, où les conditions de détention sont très dures. Mais le modèle de la radicalisation en prison a profondément changé entre l'enquête que j'avais menée en 2000-2003 et celle que j'ai effectuée en 2011-2013 pour un rapport au ministère de la justice.



J'ai pu constater que l'endoctrinement se faisait désormais en catimini. Lors de ma première enquête, les radicaux étaient des gens extravertis, qui laissaient pousser leur barbe, faisaient du prosélytisme et n'hésitaient pas à se réunir en groupe de 10 à 20 personnes ou à se comporter de manière agressive avec les surveillants.

Aujourd'hui, la radicalisation emprunte des chemins beaucoup plus introvertis et mutiques, où l'on dissimule son allégeance à l'islam radical, où l'on se rassemble au sein de tout petits groupes de 2-3 personnes, sans se laisser pousser la barbe.

Un nouveau phénomène qui n'existait pas en 2000-2003, mais qui ne correspond pas à celui des suspects de l'attentat contre *Charlie Hebdo*, est le

fait que plusieurs personnes attirées par le djihad présentent des troubles psychopathologiques, des formes de pathologies sociales qui se greffent sur le radicalisme. C'était le cas de Mohamed Merah, mais aussi de ce jeune SDF converti à l'islam, Alexandre, qui avait agressé un militaire à La Défense en 2013.

Ces djihadistes sont-ils comparables à ceux qui ont commis des attentats à Paris en 1995 ?

Une différence importante me semble être le fait que nous avons désormais affaire à des groupuscules très petits, liés par des attaches affectives : une fratrie ou des copains de collège... Cela permet d'économiser les coups de téléphone ou les échanges de mails, d'éviter d'être repéré par les forces de l'ordre et de gagner ainsi en efficacité criminelle.

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

Une autre différence me semble tenir aux cibles de ces djihadistes. En 1995, Khaled Kelkal pose des bombes qui tuent à l'aveugle dans le RER. De même, l'attentat contre le marathon de Boston, contre les tours du World Trade Center, contre la gare de Madrid en 2004 ou dans le métro de Londres en 2005 ont tué sans viser des personnes ayant des caractéristiques précises.

Là, ce sont les journalistes qui avaient publié les caricatures du Prophète qui ont été attaqués. Merah visait d'abord des militaires, notamment des militaires musulmans, puis des juifs. Nemmouche a aussi attaqué le Musée juif de Bruxelles. Les cibles sont désormais des catégories spécifiques de la population pouvant englober tous ceux qui sont, aux yeux des djihadistes, des ennemis, par ce qu'ils sont ou ce qu'ils ont fait.

Peut-on estimer le nombre d'islamistes radicaux présents sur le territoire français ?

Les renseignements les estiment à 1 000 ou 1 500. Ils ne sont pas nombreux, mais ils sont dangereux, matériellement et symboliquement. Le massacre de ces 12 personnes a eu l'effet d'une bombe qui en aurait tué 1 200, parce que les gens se sentent affectés en profondeur par le meurtre de journalistes et caricaturistes tués en raison de leur conscience et de leur identité.

Cela les touche de manière beaucoup plus intime que lorsqu'un mafieux marseillais liquide quelqu'un, et cela permet ensuite aux groupes d'extrême droite d'aller facilement pêcher en eaux troubles. Le meurtre de personnes qui ont haussé le métier de caricaturiste au niveau de l'art crée une blessure intime de la société tout entière, qui se mesure de manière qualitative et non seulement quantitative.

Comment prévenir cette radicalisation islamiste ?

Il existe un volet de court terme qui consiste à contenir cette radicalisation, en appliquant les mesures répressives prévues par la loi. Mais il faut déjà penser à moyen et long terme, pour ceux qui sont partis en Syrie, qui vont revenir, qui savent comment fabriquer des bombes et tuer, et qui me paraissent encore plus dangereux que les jeunes délinquants qui passent au djihad.

[[lire_aussi]]

Cela suppose une prévention complexe qui suppose de faire le distinguo, parmi les jeunes qui reviennent, entre plusieurs catégories. Il existe des djihadistes endurcis pour lequel il n'y a pas beaucoup d'autres solutions que la prison et la surveillance. D'autres reviennent en étant désillusionnés, notamment ceux qui ont rejoint l'État islamique, dont la prétention à être un véritable État, avec toute la gestion que cela implique, use plus rapidement que pour Al-Qaïda par exemple, l'héroïsme et l'idéalisme dans lesquels les jeunes se projettent au départ. Enfin, il y a des djihadistes qui reviennent traumatisés et qui exigent un suivi psychiatrique et individualisé.

Ces djihadistes de retour peuvent être aussi bien reconvertis à la violence en prison que « dé-radicalisés » à l'aide de dispositifs difficiles à mettre en place mais nécessaires : imams agréés en prison, suivi par la mairie du lieu d'habitation, par des psychiatres, mais aussi des membres des services de renseignement...

Nous ne sommes pas certains de l'efficacité de ces processus, mais le « tout prison » sans accompagnement n'est certainement pas la solution.

Il ne faut pas être naïf, mais il serait contre-productif de penser que la dureté extrême aura raison de leur radicalisation. D'autant qu'il n'existe souvent guère de façons de les condamner à plus de quelques années de prison... Même s'ils écotent de dix ans, la plupart d'entre eux sont très jeunes et seront donc libres quand ils auront une trentaine d'années. Ils resteront donc très dangereux si on les laisse persévérer dans leur radicalisation.

De toute façon, les retours de Syrie vont être beaucoup plus nombreux que les retours d'Afghanistan et se chiffrer à sans doute plus d'une centaine, donc on n'aura pas d'autre choix que de faire du sur-mesure et de tenter des processus de « dé-radicalisation ».

Faut-il distinguer islamisme radical et islamisme fondamentaliste ?

Oui, le distinguo est important, car tous les fondamentalistes ne sont pas des radicaux. Beaucoup de djihadistes sont passés par le fondamentalisme, mais ce n'est pas systématique. Il est nécessaire de réprimer les djihadistes sans traiter les fondamentalistes comme des équivalents des djihadistes. En France, il y a peut-être 50 000 salafistes, qui sont très loin d'être tous radicaux et n'enfreignent pas la loi. Même s'il peut être nécessaire de rappeler des limites républicaines à ces fondamentalistes, les traiter tous de djihadistes en herbe serait une erreur, parce qu'un des buts des djihadistes est précisément de créer une situation telle qu'un grand nombre de musulmans ait le désir de rejoindre leurs rangs.

Le fondamentalisme musulman, quoi qu'on en pense, et même si les fondamentalistes n'aiment pas la société laïque dans laquelle ils vivent et font souvent du prosélytisme, doit avoir le droit d'exister, car il ne mène pas directement au djihadisme, même si cela peut arriver. Considérer tout fondamentaliste musulman comme un crypto-djihadiste risquerait davantage d'encourager de telles passerelles entre l'islam fondamentaliste et l'islam djihadiste que de les empêcher.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 32 137,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.